



L'Observatoire d'information économique
pour la coopération régionale entre
le **Canada atlantique** et **Saint-Pierre-et-Miquelon, France**

L'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union Européenne



Canada atlantique (p.1-4)

Saint-Pierre-et-Miquelon / France (p. 5-8)



L'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union Européenne

Dans ce numéro :

L'AECG et le Canada atlantique	2
Coûts actuels d'accès au marché de l'UE	3
Importations du Canada atlantique en provenance de l'UE	4

Actualités :

- * **Visite** au Canada du PM français Manuel Valls (13-14 oct. 2016)
- * **Sommet** UE-Canada, Bruxelles (27-28 oct. 2016)
- Déclaration commune** de la ministre du Commerce international du Canada, l'honorable Chrystia Freeland et du vice-chancelier de l'Allemagne, M. Sigmar Gabriel, à propos de l'AECG — le 19 septembre 2016 :

Points saillants:

- Réaffirmation des principes de libre-échange et de commerce équitable entre l'UE et le Canada par des politiques commerciales modernes
- Reconnaissance de l'importance des politiques commerciales au service de la société, de la croissance et de l'emploi
- Protection des mécanismes d'investissement et transparence du processus de règlement des différends par l'abolition des tribunaux arbitraux privés existants
- Protection des normes sociales, publiques et environnementales
- Prospérité économique et multiplication des occasions d'affaires pour les PME

Résultat de plusieurs années de négociations, l'Accord économique et commercial global (AECG) vise à faciliter les échanges commerciaux entre le Canada et l'Union européenne (UE) par l'élimination de la quasi-totalité des barrières tarifaires existant entre les deux parties. Alors que 50% de la production manufacturière canadienne est exportée à l'international, et que 60% du PIB canadien est corrélé à l'activité commerciale, le Canada mise sur la croissance par le raffermissement des liens avec l'Union européenne, son 2^e partenaire commercial après les États-Unis.

Avec une population totale dépassant les 500 millions d'habitants et un PIB avoisinant les 18 billions* \$, l'UE constitue le plus grand marché mondial, et la libéralisation des échanges avec la première puissance économique représente pour le Canada des revenus annuels estimés à 12 milliards \$ et une augmentation des échanges évaluée à 20% (voir aussi le bulletin *Intell-Echo* vol. 1, no. 3, 2014.) Avec une entrée en vigueur possible prévue dès janvier 2017, l'AECG représente une chance pour les producteurs canadiens non seulement de vendre davantage, mais également d'acheter à moindre coût. (*billion, en fr. = 1000 milliards ou 10²)

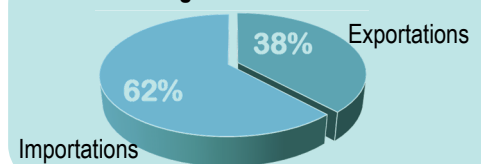
En bref!

Liens commerciaux entre le Canada et l'UE

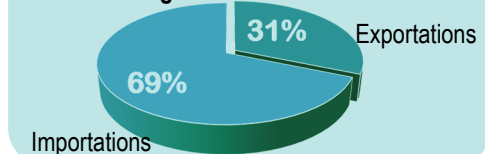
(données pour 2015)

Exportations totales	
Canada ► UE	37,8 milliards \$
Canada ► France	3,1 milliards \$
Importations totales	
Canada ◀ UE	61,4 milliards \$
Canada ◀ France	6,8 milliards \$

Échanges avec l'UE



Échanges avec la France



Sources et liens utiles: Affaires mondiales Canada, <http://www.international.gc.ca/>. Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA), <http://www.acoa-apeca.gc.ca/>. Agence des services frontaliers du Canada, <http://www.cbsa-asfc.gc.ca/>. Agriculture et Agroalimentaire Canada, <http://www.agr.gc.ca/>. Canadian Federation of Independent Business, <http://www.cfib-fcei.ca/>. Canadian Manufacturers & Exporters (CME) Nova Scotia Division, <http://ns.cme-mec.ca/>. Canadian Trade and Investment Activity (Parlement du Canada), <http://www.loppar.gc.ca/content/loppar/researchpublications/2010-86-e.htm/>. Centre for International Policy Studies, <http://www.cips-cepi.ca/>. European Union Centre of Excellence (EUCE, Université Dalhousie), <https://www.dal.ca/diff/euce/>. Gouvernement de l'IPE-Commerce et exportation, <https://www.princeedwardisland.ca/en/topic/trade-and-export/>. Innovation, Sciences et Développement économique Canada, <https://www.ic.gc.ca/>. Newfoundland & Labrador Statistics Agency, <http://www.stats.gov.nl.ca/>. Opportunités NB, <http://onbcanada.ca/>. PEI BioAlliance, <http://www.pei bioalliance.com/news-read-more.php?readmore=451/>. Statistique Canada, <http://www.statcan.gc.ca/>

L'AECG et le Canada atlantique

IPE Commerce avec l'UE

Les importations totales de l'IPÉ en provenance de l'UE (2015) ont atteint 6,95 millions \$ (incluant 0,8 millions \$ pour la France). Les exportations totales, quant à elles, se chiffraient à 150 millions \$ en 2015.

Exportations de l'IPÉ à destination de l'UE Par secteur industriel (2015, en \$)

Produits pharmaceutiques 26 204 359

Poissons et fruits de mer 20 959 873

Moteurs, turbines et matériel de transmission de puissance 19 323 973

Autres produits chimiques organiques de base 11 957 805

Produits aérospatiaux et pièces 11 950 066

Aliments congelés 4 417 469

NB Commerce avec l'UE

Les importations totales du NB en provenance de l'UE (2015) ont atteint 489 millions (incluant 10,3 millions \$ pour la France). Les exportations totales, quant à elles, se chiffraient à 187 millions \$ en 2015.

Exportations du NB à destination de l'UE Par secteur industriel (2015, en \$)

Poissons et fruits de mer 44 310 125

Autres produits de fabrication 44 078 927

Raffineries de pétrole 25 210 003

Produits en bois (autres) 20 941 862

Cultures agricoles (autres) 8 343 924

Matériel informatique et périphériques 6 907 722

Principaux avantages escomptés pour le Canada atlantique, découlant de l'AECG, par secteurs

	IPÉ	NB	NÉ	TNL
Produits de la mer : Nouveaux marchés	√	√	√	√
Produits agricoles et agroalimentaires : Nouveaux marchés	√	√	√	
Produits chimiques et matières plastiques : Marchés accrus	√		√	
Services professionnels : Accès amélioré	√	√		√
Foresterie et produits du bois : Franchise de droits		√	√	
Métaux et produits minéraux : Suppression des droits de douane				√
Investissement dans l'UE : Règles prévisibles	√	√	√	√

Classement de l'UE par rapport au Canada atlantique en tant que...

	... partenaire commercial	... marché d'exportation
IPÉ	2 ^e rang	2 ^e rang
NB	5 ^e rang	2 ^e rang
NÉ	2 ^e rang	2 ^e rang
TNL	2 ^e rang	2 ^e rang

Système de gestion de l'offre

Le système de gestion de l'offre du Canada est un mécanisme de contrôle de l'offre agricole pour la production laitière, avicole et ovicole, à disposition des producteurs agricoles canadiens.

Le système touche 17 000 fermes partout au pays.

- ▶ Instauré en vertu de la Loi sur les offices de commercialisation des produits agricoles (1972) et administré par le Conseil des produits agricoles du Canada ainsi que les divers offices de commercialisation des produits agricoles des provinces
- ▶ Articulé sur trois piliers: contrôle de la production, contrôle des importations, contrôle des prix
- ▶ Valeur des quotas alloués en 2014: 32,6 milliards \$
- ▶ Le secteur de la gestion de l'offre représente 17% des recettes monétaires du secteur agricole canadien
- ▶ En vertu du système, les importations de produits contingentés dépassant les quotas alloués sont assujetties à des contingents tarifaires
- ▶ Le nombre de détenteurs de quotas de production au Canada atlantique: **IPÉ: 195; NB: 277; NÉ: 359; TNL: 47**

▶ Les dispositions de l'AECG préservent le système canadien de gestion de l'offre portant sur les produits laitiers, les œufs et les produits de volaille. La majorité des produits touchés par le système ne tombe pas dans le champ d'application de l'AECG.

NE Commerce avec l'UE

Les importations totales de la NE en provenance de l'UE (2015) ont atteint 4,54 milliards \$ (incluant 71,3 millions \$ pour la France). Les exportations totales, quant à elles, se chiffraient à 523 millions \$ en 2015.

Exportations de la NE à destination de l'UE Par secteur industriel (2015, en \$)

Poissons et fruits de mer	172 381 000
Pêche	76 232 000
Aliments congelés	43 237 000
Extraction de pétrole et de gaz	23 532 000
Instruments (de navigation, de mesure et médicaux)	18 257 000
Produits aérospatiaux et pièces	16 444 000

TNL Commerce avec l'UE

Les importations totales de TNL en provenance de l'UE (2015) ont atteint 272 millions \$ (incluant 44,8 millions \$ pour la France). Les exportations totales, quant à elles, se chiffraient à 1,8 milliards \$ en 2015.

Exportations de TNL à destination de l'UE Par secteur industriel (2015, en \$)

Minerai de fer	612 501 569
Extraction de pétrole et de gaz	508 186 721
Minerai (cuivre, nickel, plomb et zinc)	293 421 260
Poissons et fruits de mer	186 006 407
Fonte et affinage de métaux non ferreux*	92 801 529
Raffineries de pétrole	35 000 547

*(sauf aluminium)

Coûts actuels d'accès au marché européen

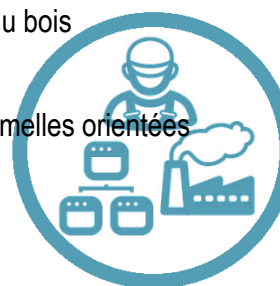
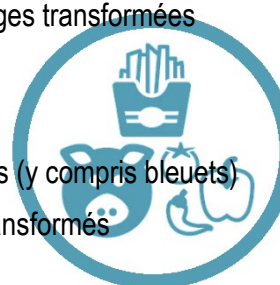
Exemples de produits exportés par le Canada atlantique

Données non exhaustives, à titre d'exemple; les % représentent des moyennes

AECG: Élimination des droits de douane pour % des lignes tarifaires (94-99% dès l'entrée en vigueur à 100% 7 ans après)

Droits de douane actuels imposés par l'UE (moyenne)

Produits de la mer	11%-25%	96%
Moules transformées	20%	
Morue séchée/salée	13%	
Homard vivant	8%	
Homard surgelé	16%	
Homard transformé	20%	
Crevettes cuites et décortiquées	20%	
Crevettes surgelées	12%	
Hareng	20%	
Crabe, pétoncles surgelés, etc.	8%	
Merluche fraîche ou réfrigérée	15%	
Produits agricoles (moyenne)	13,9%	94%
Pommes de terre et canneberges transformées	17,6%	
Pommes de terre fraîches	9%	
Flocons de pomme de terre	12,2%	
Fruits et légumes frais/congelés (y compris bleuets)	14,4%	
Autres produits alimentaires transformés	12,8%	
Sirop d'érable	8%	
Produits manufacturés	variable	99%
Produits forestiers et produits du bois	10%	
Panneaux plaqués	6%-10%	
Panneaux de fibre/particules/lamelles orientées	7%	
Constructions préfabriquées	2,7%	
Citernes et autres contenants	2,7%	
Tuyaux, raccords et tuyauterie	3,7%	
Produits industriels et produits primaires	variable	99%
Produits chimiques et plastiques	6,5%	
Produits chimiques organiques	6,5%	
Exportation de métaux	9%	

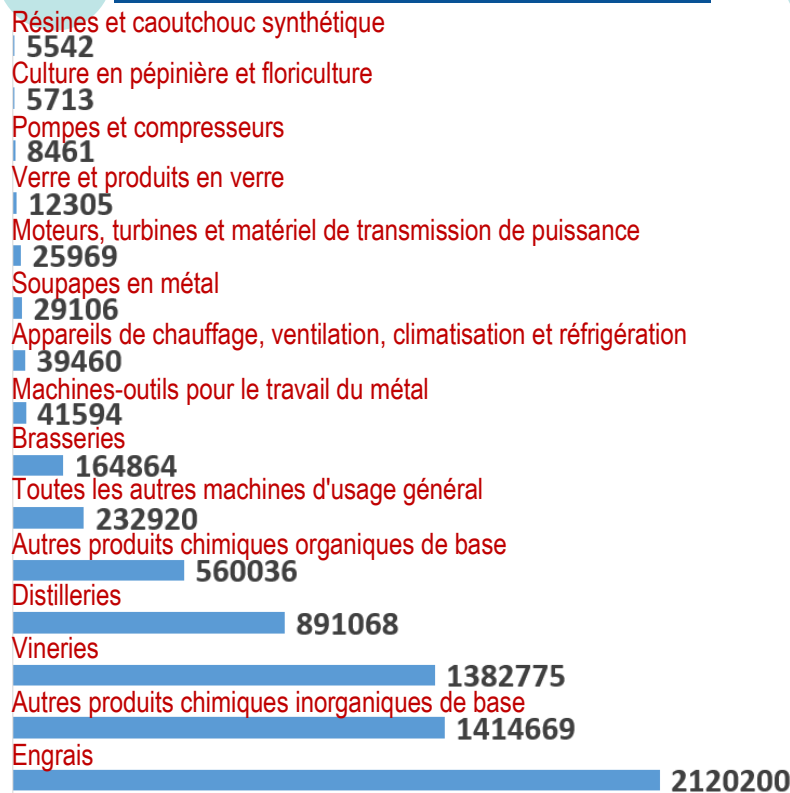


Importations du Canada atlantique en provenance de l'UE

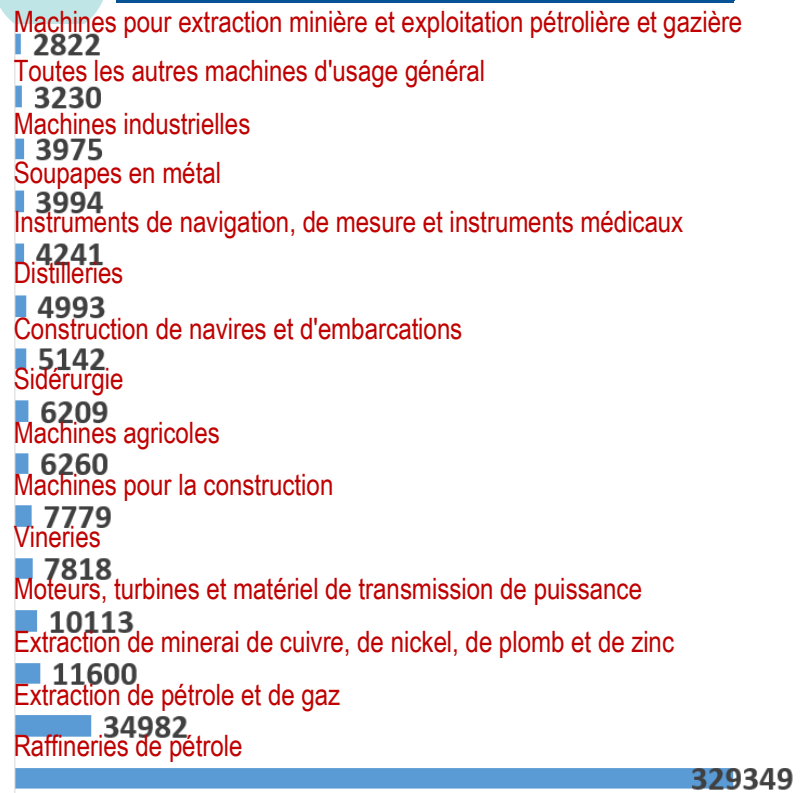
15 secteurs industriels d'importation (ordre croissant d'importance, fin 2015)

IPÉ

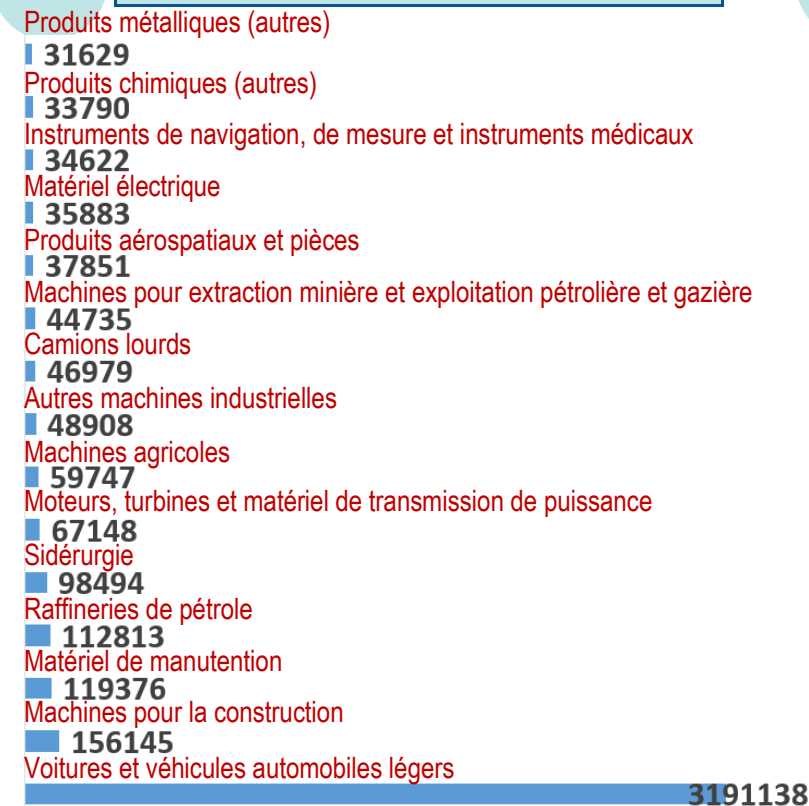
Valeur en \$ des importations provenant de l'UE


NB

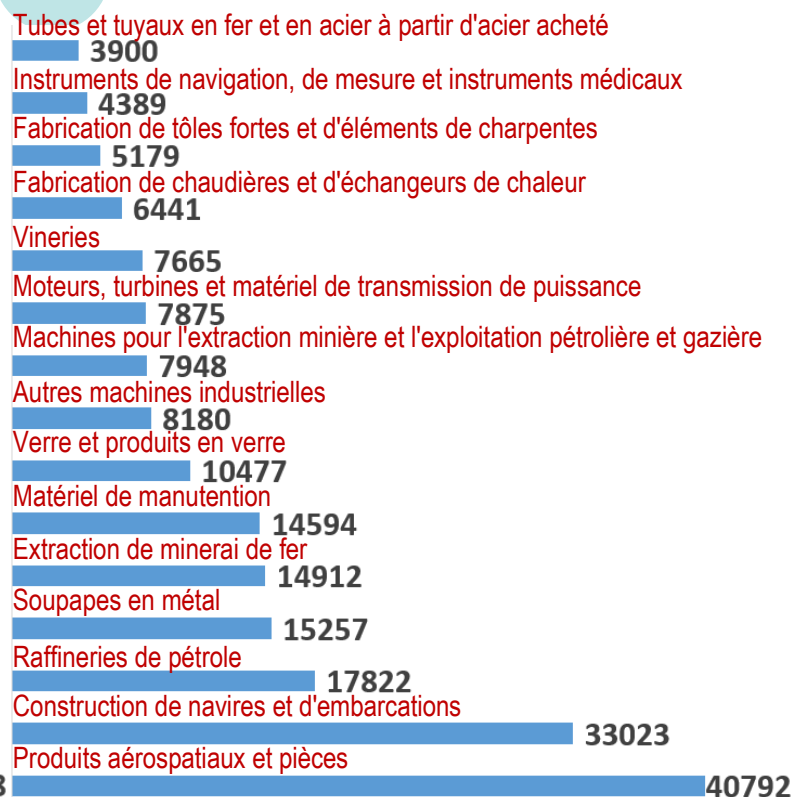
Valeur en milliers \$ des importations provenant de l'UE


NE

Valeur en milliers \$ des importations provenant de l'UE


TNL

Valeur en milliers \$ des importations provenant de l'UE



Observatoire d'information économique

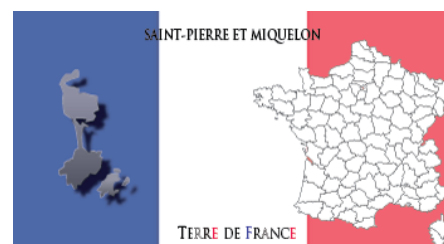
Intell-Echo

Bulletin d'information thématique

Saint-Pierre

Miquelon

France métro-
politaine



L'accord UE-Canada



Dans ce numéro:

Actualité du CETA (5)

Importations françaises (6)

Les échanges de Saint-
Pierre et Miquelon (7)

CETA et SPM (8)

Actualité

Les négociations du CETA/AECG (Comprehensive Economic Trade Agreement) ont été finalisées en février 2016.

Ce traité international est un accord de libre-échange de nouvelle génération, qui vise à libéraliser les échanges entre le Canada et l'Union Européenne ; il doit être signé lors du prochain Sommet UE-Canada prévu le 27 octobre 2016.

Un accord de plus en plus contesté

Malgré un contexte européen défavorable aux accords de libre-échange, du fait de la contestation du TTIP qui rejaillit sur le CETA, l'Union européenne ne semble pas envisager d'autre option qu'une signature du CETA au Sommet UE-Canada d'octobre. Toutefois cet accord est dénoncé à la fois par l'extrême gauche européenne, historiquement hostile, mais aussi par les écologistes et les populistes de droite. Le CETA rencontre donc de plus en plus d'opposants qui craignent que les normes américaines, moins strictes sur de nombreux points, amènent des dégradations du service public dans de nombreux domaines, comme l'alimentaire ou encore l'écologie.

En effet, le CETA est un accord de libre-échange dit de nouvelle génération dont le champ est très large et qui touche à des domaines relevant de la compétence des Etats-membres et non de la seule compétence de l'UE. C'est pourquoi la France et l'Allemagne en particulier ont insisté pour que cet accord ne puisse être ratifié sans l'aval de leur Parlement national. Ainsi, la Commission a reconnu le caractère mixte de cet accord, ce qui était d'une importance politique majeure pour ces deux pays. La ratification de l'accord devra être autorisée par les Parlements nationaux de chaque Etat-membre.

Le processus d'approbation du CETA intervient également dans le contexte du Brexit. Le divorce, qui s'annonce difficile entre le Royaume-Uni et l'Union-européenne va occuper l'Union Européenne un long moment. Le Brexit pose également la question du devenir de cet accord.

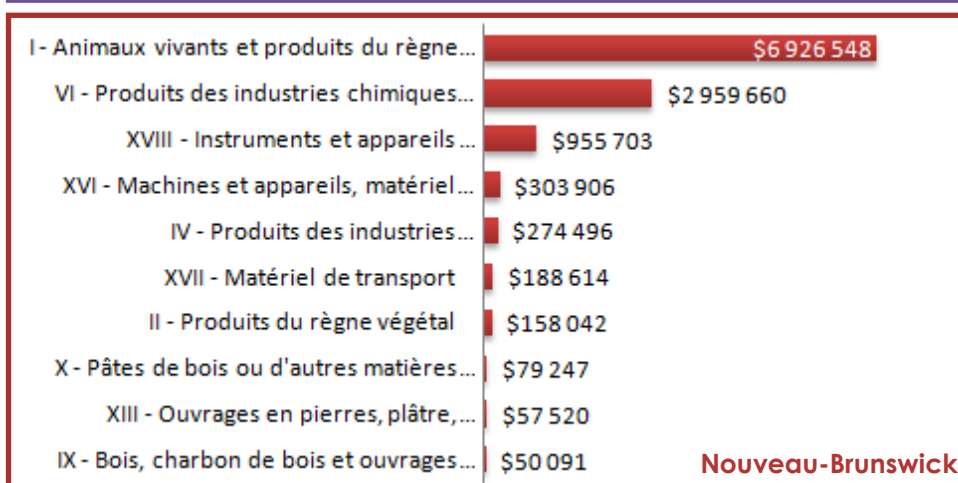
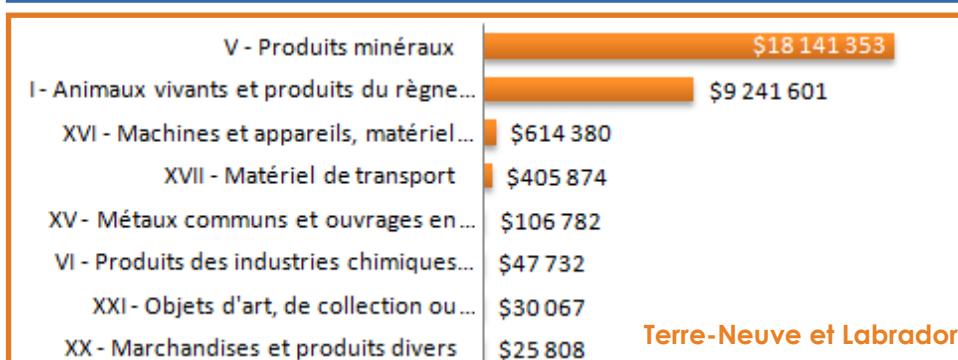
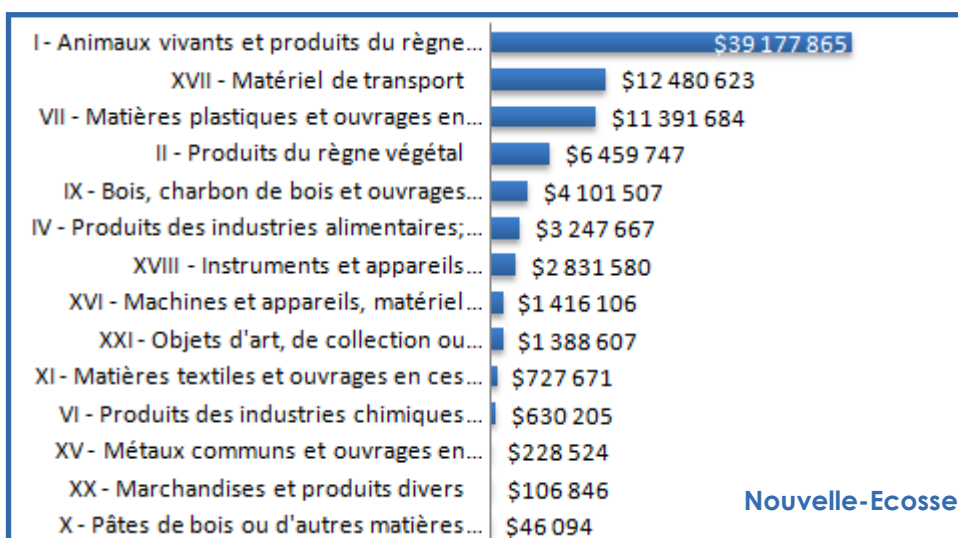
En quelques mois l'accord CETA qui semblait tout droit filer vers une ratification et une mise œuvre début 2017, vient de rencontrer de nombreuses difficultés sur sa route. Certains européens semblent douter. Cependant étant donné les enjeux globaux d'un tel accord et son importance économique pour les relations entre l'UE et le Canada, on peut espérer une prise de décision rapide en vue du Sommet d'octobre. Reste à savoir quel pourra être l'impact des campagnes électorales en cours dans plusieurs pays européens.

Rappel: Le traité CETA couvre le commerce des marchandises et des services mais aussi une partie des investissements, avec des exceptions comme les industries culturelles. Cela pourrait déboucher, selon la Commission européenne, sur un accroissement du commerce bilatéral de 25 % et une hausse du produit intérieur brut de l'Union européenne de 12 milliards d'euros par an.

Compléments d'information : CACIMA 41-05-30 alexandre.baridon@cacima.fr

Importations de la France en provenance du Canada Atlantique

Total des postes d'importation importants, en dollars canadiens, par thème et par province en 2015



Légende complète:

I - Animaux vivants et produits du règne animal ; II - Produits du règne végétal ; III - Produits des industries alimentaires; boissons, liquides alcooliques et vinaigres; tabacs et succédanés de tabac fabriqués ; IV - Produits des industries chimiques ou des industries connexes ; V - Produits minéraux ; VI - Matières plastiques et ouvrages en ces matières; caoutchouc et ouvrages en caoutchouc ; VII - Bois, charbon de bois et ouvrages en bois; liège et ouvrages en liège; ouvrages de sparterie ou de vannerie ; VIII - Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques; papier ou carton à recycler (déchets et rebuts); papier et ses applications ; IX - Matières textiles et ouvrages en ces matières ; X - Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica ou matières analogues; produits céramiques; verre et ouvrages en verre ; XI - Métaux communs et ouvrages en ces métaux ; XII - Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties; appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, et parties et accessoires de ces appareils ; XIII - Matériel de transport ; XIV - Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médicochirurgicaux; horlogerie; instruments de musique; parties et accessoires de ces instruments ou appareils ; XV - Marchandises et produits divers ; XVI - Objets d'art, de collection ou d'antiquité.

Sources: douane française, DG trésor, statistiques Canada

Les échanges commerciaux entre Saint-Pierre et Miquelon et le Canada Atlantique



Les débarquements de produits de la mer à Terre-Neuve (bien que non comptabilisés dans les statistiques douanières françaises) constituent la grande majorité du commerce extérieur de Saint-Pierre et Miquelon vers le Canada. En 2015, ils se sont affichés en progression de 14% pour s'établir à 2.17M\$CAN.

En septembre 2016 Saint-Pierre et Miquelon a exporté au Canada pour une valeur de 0.49M€ et ont importé pour une valeur de 25,38M€ de produits canadiens.

Les principaux postes d'importation (% du total):

- 1- Les combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation (26.8%)
- 2- Les matériels de transport: véhicules automobiles, tracteurs, cycles (14.25%)
- 3- La viande et les abats comestibles (6,7%)
- 4- Le bois, charbon et ouvrage en bois (4.9%)

Le principal poste d'exportation est celui des poissons, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, qui représentent 82.9% des exportations totales (50% en produits transformés, 50% en produits congelés).

Les droits de douane actuels imposés par l'UE sur certains produits dispo-

Description des produits	Tarif imposé par l'UE (%)	Moratoire
Autre filet de morue congelé	7.5	7 ans
Autre filet congelé de poissons de l'espèce <i>Boreogadus saida</i>	7.5	7 ans
Truite fumée, y compris filet, autre que les abats	14	7 ans
Têtes, queues et vessies natatoires de poissons	13	7 ans
Abats d'autres poissons	13	7 ans
Homard congelé fumé	20	5 ans
Homard congelé entier	6	3 ans
Autres Homards congelés	16	3 ans
Crabes congelés fumés	8	7 ans
Autres crabes congelés	7.5	3 ans
Crevettes d'eau froide congelées fumées	20	7 ans
Autres crevettes congelées fumées	20	7 ans
Homard frais fumé	20	5 ans
Crabes frais fumés	8	7 ans
Crevettes d'eau froide fraîches fumées	20	7 ans
Autres crevettes congelées fraîches fumées	20	7 ans
Huitres fumées	20	5 ans
Coquilles Saint Jacques fumées	20	5 ans
Moules	20	7 ans
Seiche autre que vivante ou fraîche	20	5 ans
Poulpe autre que vivant ou frais	20	5 ans
Escargots, autres que de mer fumés	20	5 ans
Clams, coques et arches fumés	20	5 ans
Ormeau fumés	20	5 ans
Bulots fumés	20	5 ans

Echanges France/Canada

Le Canada occupe la 28e place en terme de débouché à l'exportation pour la France, ce qui représente 0,7% des exportations françaises. Au niveau des importations, le Canada est le 35e fournisseur de la France en 2015, avec 0,5% des importations totales.

Les principaux secteurs des échanges bilatéraux sont :

- 1- Les matériels de transport (22,8% des échanges bilatéraux),
- 2- Les équipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique (19,1 %)
- 3- Les produits des industries agroalimentaires (12,9%).

Les produits les plus exportés de la France vers le Canada (% du total):

- 1- Le vin, la bière et les spiritueux (18,9%)
- 2- Les machines industrielles, agricoles et diverses (17,2%)
- 3- Les engins spatiaux et aéronefs, (9,4%)
- 4- Les produits chimiques,

Sources: douanes françaises, DG trésor, rapport Paugram

CETA et Saint-Pierre et Miquelon



SPM et le CETA

- **Une menace ? Oui**, si l'exclusion du territoire aboutit à réduire son potentiel commercial, ses ressources fiscales ou son attractivité.
- **Une opportunité ? Oui**, si le territoire parvient à capter une partie des nouveaux flux économiques engendrés par l'accord.

Saint-Pierre et Miquelon est un territoire commercial associé privilégié de l'UE : exportation à droit nul vers l'UE, règles d'origine préférentielle, reconnaissance des diplômes nationaux, coopération et financements du FED. Cependant l'archipel n'est pas couvert par l'accord CETA, étant donné qu'il est considéré comme un territoire commercial autonome.

Saint-Pierre et Miquelon ne fera donc pas partie de la zone de libre échange, mais au vue de sa situation géographique l'archipel peut espérer profiter de nouvelles opportunités en matière de flux économiques, commerciaux et humains, conférées par l'accord.

Une politique de développement déjà en mouvement

Actuellement, Saint-Pierre et Miquelon est une économie reposant principalement sur le secteur public et la commande publique. Des actions structurantes y sont organisées par le Contrat de développement et les importations provenant de France ou du Canada sont conséquentes. L'archipel exporte principalement des produits de la mer. Malgré son absence dans la couverture du traité CETA Saint-Pierre et Miquelon continue à se développer et structurer des projets pour rester compétitif sur les marchés et profiter des opportunités nouvelles liées à la ratification de l'accord CETA.

La pêche, secteur historique de l'archipel, conservera à court terme son attractivité. Au niveau de l'activité de pêche Saint-Pierre et Miquelon exporte beaucoup vers le Canada et peu (seulement 16% des exportations) vers l'Europe. La disparition des frais de douane sur les produits de la mer qui se fera sur une période de 3 à 7 ans permettra à Saint-Pierre et Miquelon de s'adapter. L'archipel bénéficiera surtout d'opportunités à court-terme pour renforcer l'effort de mutation de ce secteur et exploiter les règles d'origines préférentielles (taux de douane réduit ou nul). Mettre en avant la pêche locale au niveau national permettra aux produits locaux exportés de bénéficier d'avantage douanier et par conséquent d'être à nouveau compétitif sur les marchés.

Le tourisme, un avenir prometteur. Saint-Pierre et Miquelon, Terre française en Amérique du Nord jouie d'une grande popularité notamment auprès des provinces voisines canadiennes. 71.34% des touristes séjournant sur l'archipel sont canadiens. Destination prisée l'été par les familles et les couples, l'arrivée sur l'île se fait notamment par voie maritime. Les instances gouvernementales de l'archipel n'ont pas attendu l'entrée en vigueur du CETA pour mettre en place une nouvelle politique touristique axée sur la communication et les échanges.

- ⇒ L'arrivée de deux nouveaux ferrys en 2017 permettra la mise en place entre Saint-Pierre et Fortune de nouvelles lignes.
- ⇒ L'accord UE-Canada n'affectera pas la réglementation canadienne du cabotage, conservant à Saint-Pierre et Miquelon son avantage d'escale internationale.
- ⇒ La nouvelle marque touristique, « Des îles d'exception », crée une identité propre et attractive.

INTELL-ECHO



Êtes-vous à la recherche d'opportunités d'affaires dans ce secteur?
La CACIMA et la CCFC-RA peuvent faciliter vos démarches d'exploration et de partenariat
(informations ciblées et réseaux de contact)

Intell-Écho est un bulletin périodique édité par l'Observatoire d'information économique, projet de la coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon. La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan, et de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon.

Réalisation : Chef de projet, Dr. Monica Mallowan, Observatoire PROVIS. Univ. de Moncton, campus de Shippagan, NB, Canada.
observatoirePROVIS@umoncton.ca
© Observatoire PROVIS 2016.

Politique d'information : L'objectif de ce périodique est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin **Intell-Écho** comme source.

Responsabilité : L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour, dernières statistiques disponibles) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.



Chambre d'Agriculture,
de Commerce, d'Industrie,
de Métiers et de l'Artisanat
(CACIMA)
4, boul. Constant Colmay,
BP 4207 97500
Saint-Pierre et Miquelon, France
contact@cacima.fr
www.cacima.fr



PROVIS—UNIV. DE MONCTON,
CAMPUS DE SHIPPAGAN
218, J.-D.-Gauthier
Shippagan NB E8S 1P6
Canada
observatoirePROVIS@umoncton.ca
www.umoncton.ca/umcs



Chambre de Commerce et
d'Industrie Française au Canada—
Réseau atlantique—Atlantic Network
(CCFCRA)
333, av. Acadie,
Dieppe, NB, E1A 1G9
Canada
direction@ccfcra.ca
www.cfcra.ca

L'Observatoire d'information économique est un projet de coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon. La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon, à l'appui des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

Réalisation: Chef de projet, Mme Janick CORMIER, Chambre d'Agriculture, de Commerce, d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat.
contact@cacima.fr
© Observatoire CACIMA 2016.

Politique d'information: L'objectif du projet est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin **Intell-Echo** comme source.

Responsabilité: L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources d'information signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.